

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre responsable des Affaires constitutionnelles a été très clair à ce sujet. Il a travaillé sans relâche à ce dossier, et les députés de tous les partis de la Chambre reconnaîtront sûrement l'immense engagement qu'il a pris envers l'unité et le bien-être du Canada et applaudiront ses efforts inlassables pour préserver cette unité.

La députée sait probablement que, pour ce faire, le ministre respecte les prescriptions constitutionnelles de 1982, en rencontrant les gouvernements provinciaux et en cherchant à obtenir leur accord au sujet des modifications à apporter à la Constitution. C'est ainsi que nous devons procéder et nous continuerons de déployer tous les efforts nécessaires en ce sens.

Nous n'avons pas dit que nous nous attendions à un échec. Nous avons dit que nous nous attendions à un succès, non pas parce que nous comptons imposer un consensus aux premiers ministres des provinces, mais parce que nous croyons, avec raison, qu'ils possèdent suffisamment de maturité et d'intelligence pour se rendre compte de l'ampleur du défi que doit relever le Canada et qu'ils voudront couper leur vin et faire des compromis honorables pour garder le Canada uni.

Si chaque chef de gouvernement tient mordicus à son propre point de vue, il y parviendra peut-être, mais aux dépens du Canada. L'objectif du processus est de faire en sorte que le Canada demeure uni. C'est l'engagement qu'ont pris le ministre et le gouvernement, et je suis sûr que c'est également celui que visent tous les députés de la Chambre des communes, à l'exception de quelques-uns, en arrière.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Depuis la signature de l'Accord de libre-échange, les États-Unis n'ont jamais cessé de violer l'esprit de l'entente. Maintenant, un projet de loi du Massachusetts vient encore le bafouer en visant directement le Québec et Hydro-Québec dans la gestion de leurs instruments économiques. Et ce matin, monsieur le Président, on vient d'apprendre que six autres États pourraient faire de même.

Outre une simple lettre, quelles vraies pressions le gouvernement va-t-il entreprendre pour appuyer le

Québec dans sa lutte pour sauvegarder l'esprit de l'Accord de libre-échange?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député soulève une question qui nous préoccupe beaucoup. Les mesures envisagées par les assemblées législatives de certains États pourraient conduire au boycott des obligations d'Hydro-Québec. Il se pourrait bien qu'elles soient contraires à l'ALÉ. Nous avons communiqué avec des représentants de l'assemblée législative du Massachusetts à ce sujet. Nous avons l'intention de suivre cette affaire de très près et de prendre toute mesure nécessaire pour faire valoir nos droits en vertu de l'ALÉ de façon à éviter de telles choses.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, tout cela fait partie d'un problème beaucoup plus vaste. Dans une entente internationale, l'esprit du texte est aussi important que la lettre. Cela est encore plus important dans un accord bâclé comme l'Accord de libre-échange canado-américain.

En plus d'être pris à partie par Washington, le Canada est malmené par des États qui adoptent leurs propres lignes de conduite; j'en veux comme exemple la Californie et le gaz naturel albertain. Aujourd'hui, le Massachusetts et six autres États, en recourant de façon abusive à un programme d'achat aux États-Unis, visent les obligations du Québec dans une attaque concertée contre une entreprise canadienne.

De tels problèmes ne peuvent pas être réglés par le mécanisme de règlement des différends ou par un simple envoi de lettres aux législateurs de ces États. Les gestes posés par les Américains sont tout à fait contraires à l'esprit qui, selon le gouvernement du Canada, se retrouvait dans l'Accord de libre-échange.

Quelles mesures précises entend prendre le gouvernement pour protéger les Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député exagère la situation. Nous nous sommes dits préoccupés par les mesures annoncées. Nous n'aimons pas ce qui se passe. Mais le député condamne en bloc toutes les mesures prises en soutenant qu'elles vont toutes à l'encontre de l'esprit et de la lettre de l'Accord de libre-échange. Le député a tort d'agir ainsi.